

Morbihan. Finances publiques : des élus manifestent avec les syndicats à Auray



Près de 400 personnes ont participé au rassemblement départemental ce lundi 16 septembre 2019, contre la réforme des finances publiques à Auray (Morbihan). Dont une trentaine d'élus bien décidés « à mettre la pression ».

« C'est bien que les élus aient enfin pris conscience de l'importance de la réforme », lâche Patrick Ravache, représentant du syndicat Force ouvrière, micro à la main. Ce lundi 16 septembre, près de 400 personnes ont participé au rassemblement départemental contre la réforme des finances publiques à Auray (Morbihan). Parmi les manifestants, des agents, des usagers, des syndicats, mais surtout des écharpes tricolores. « Il y a deux mois, aucun élu n'était là », rappelle Yannick Le Sausse de Solidaires. Leur soutien change la donne.

«L'heure est grave»

Car, comme l'a rappelé Philippe Le Ray, président d'Auray Quiberon Terre Atlantique : « L'heure est grave. » Dans le Morbihan, douze trésoreries risquent de disparaître. Le centre des finances publiques d'Auray est menacé de disparition. Et les agents pourraient être dirigés vers les villes centres du département, à savoir Lorient, Vannes et Pontivy. « La réforme va passer quoi qu'il arrive, estime Philippe Le Ray. Mais on peut encore changer des choses au niveau de chaque département. » Les syndicats aussi l'ont bien compris. L'appui des politiques locaux peut être un levier de poids.

Un maintien de 40 à 60 personnes à Auray

Côté mobilisation, le rassemblement départemental est une réussite. « Aujourd'hui, le centre des finances publiques est fermé. La quasi-totalité des agents participe à la grève », se félicite Christophe Rissel de la CGT. Une pétition est à la disposition des manifestants. Elle a déjà obtenu 1 200 signatures. Cet engouement a poussé les élus à se mobiliser. Et déjà l'esquisse de premiers résultats apparaît. « Pour Auray, il est prévu un maintien, sur place, d'un service entre 40 et 60 personnes », pose Joseph Rochelle, maire de la commune. Une bonne nouvelle si elle vient à se confirmer.

Les syndicats, eux, refusent de crier victoire trop tôt. « On ne sait pas quels services vont rester ici. Sans compter que la réforme va supprimer tous les services les plus essentiels aux usagers dans le Morbihan », affirme un manifestant de la CGT. En attendant, les élus montrent les dents. Et peut-être leur action va permettre de limiter la casse. Après un vote ce lundi 16 septembre, en début d'après-midi, le mouvement de grève se poursuit mardi 17 septembre. Une manifestation est prévue mardi 17 septembre à Ploërmel, à 10h. Où ils seront, sans doute accompagnés par les écharpes tricolores des élus. Un nouveau vote ensuite décidera s'ils poursuivent le mouvement mercredi.

